

La présidente, Catherine Samba-Panza, promet "la guerre" aux anti-balaka, Paris exclut toute partition de la République Centrafricaine

Par Anne LE COZ, Christian PANIKA | AFP, 12 février 2014



AFP/AFP/Archives - La présidente centrafricaine Catherine Samba Panza a promis mercredi "la guerre" aux miliciens anti-balaka, qui multiplient les exactions contre les civils musulmans au risque de conduire le pays à une partition que Paris, principal allié de Bangui, juge inacceptable

La présidente centrafricaine Catherine Samba Panza a promis mercredi "la guerre" aux miliciens anti-balaka, qui multiplient les exactions contre les civils musulmans au risque de conduire le pays à une partition que Paris, principal allié de Bangui, juge inacceptable.

"Les anti-balaka (milices d'autodéfense à dominante chrétienne), on va aller en guerre contre eux. (Ils) pensent que parce que je suis une femme, je suis faible. Mais maintenant les anti-balaka qui voudront tuer seront traqués", a déclaré Mme Samba Panza devant les habitants de Mbaïki (80 km au sud-ouest de Bangui), lors d'une visite en compagnie du ministre français de la Défense Jean-Yves Le Drian.

Ces propos font écho aux déclarations menaçantes tenues ces derniers jours par M. Le Drian et les commandants des contingents français et africain en Centrafrique, qui visaient directement les miliciens et les pillards sévissant en toute impunité.

"Les anti-balaka ont perdu le sens de leur mission. Ce sont eux qui tuent, qui pillent, qui volent", a martelé la présidente.

Elle a ensuite récusé le terme de "nettoyage ethnique" utilisé par Amnesty International. "Je ne pense pas qu'il y ait d'épuration confessionnelle ou ethnique. Il s'agit d'un problème d'insécurité", a-t-elle estimé.

Le risque de la partition

La Centrafrique a sombré dans le chaos depuis le coup d'Etat en mars 2013 de Michel Djotodia, chef de la coalition rebelle Séléka à dominante musulmane.

Devenu président, il a été contraint à la démission par la communauté internationale le 10 janvier pour son incapacité à empêcher les tueries entre ex-Séléka et milices anti-balaka, qui ont entraîné un exode massif de civils musulmans, essentiellement vers le Tchad et le Cameroun voisins.

Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon s'est ému mardi de ce que "la brutalité sectaire est en train de changer la démographie du pays, la partition de facto de la RCA (République centrafricaine) est un risque avéré".

D'anciens responsables de la Séléka avaient déjà fait état publiquement de leur volonté sécessionniste depuis les confins nord-est du pays, majoritairement peuplés de musulman, qui échappent depuis des années au contrôle d'un Etat centrafricain en quasi-faillite permanente.

"Personne n'acceptera quelque partition que ce soit", a répliqué le ministre français de la Défense. "Pour la France, il n'y a et il n'y aura qu'une seule Centrafrique, qu'une seule chef de l'Etat", a poursuivi M. Le Drian.

De son côté, Mme Samba Panza a fait état de sa "ferme volonté de ne pas céder un seul pouce du territoire centrafricain, qui a toujours été uni et laïc".

Pont aérien de l'ONU

C'est la troisième fois que M. Le Drian se rend en Centrafrique depuis le déclenchement de l'opération militaire française "Sangaris", le 5 décembre.

Mardi à Brazzaville, il avait durci le ton contre les milices, affirmant que les forces internationales étaient prêtes à les contrer "par la force".

"Il faut que l'ensemble des milices qui continuent aujourd'hui à mener des exactions, à commettre des meurtres, arrêtent", avait-il averti.

Le contingent français et la force de l'Union africaine en Centrafrique (Misca) agissent sous mandat de l'ONU, qui autorise l'emploi de la force en cas de menace directe sur la population civile.

Jusqu'à présent, les militaires étrangers ne sont pas parvenus à mettre fin aux tueries et aux pillages.

La Misca compte actuellement 5.400 hommes - sur les 6.000 prévus - sur le terrain, soutenus par 1.600 soldats français.

Ban Ki-Moon a demandé à la France "d'envisager de déployer des troupes supplémentaires en Centrafrique". Mais le ministère français des Affaires étrangères a renvoyé à la future mission européenne, qui prévoit des renforts de 500 hommes en mars, et un éventuel déploiement de Casques bleus de l'ONU.

Selon Amnesty International, les exactions des anti-balaka relèvent désormais du "nettoyage ethnique".

"Les soldats de la force internationale de maintien de la paix ne parviennent pas à empêcher le nettoyage ethnique des civils musulmans dans l'ouest de la République centrafricaine", assène Amnesty, appelant la communauté internationale à "faire barrage au contrôle des milices anti-balaka et à déployer des troupes en nombre suffisant dans les villes où les musulmans sont menacés".

"Il y a une catastrophe humanitaire en Centrafrique, des risques de nettoyage ethno-religieux qui peuvent déchirer la structure sociale du pays", a pour sa part affirmé mercredi le Haut Commissaire des Nations unies pour les réfugiés, Antonio Guterres.

Selon l'ONU, 1,3 million de personnes, soit plus d'un quart de la population, ont besoin d'une assistance alimentaire immédiate, en particulier dans les camps de déplacés où s'entassent plus de 800.000 personnes, dont plus de la moitié à Bangui.

Le Programme alimentaire mondial (PAM) a lancé mercredi un pont aérien entre Douala (Cameroun) et Bangui pour acheminer des vivres pour 150.000 personnes pendant un mois, mais cela restera insuffisant face à l'ampleur de la crise.

Les Anti-Balaka désignés comme ennemis à Bangui

Par Tanguy Berthemet, lefigaro.fr - Mis à jour le 12/02/2014 à 19:42 - Publié le 12/02/2014 à 19:16



Catherine Samba-Panza, la présidente de Centrafrique, lors d'un déplacement à Mbaïki, mercredi, avec Jean-Yves Le Drian et le général Soriano. Crédits photo : Jerome Delay/AP

VIDÉO - La présidente de Centrafrique et le ministre français de la Défense ont engagé mercredi la lutte contre ces « hors-la-loi ».

De notre envoyé spécial à Bangui

Les forces françaises en **Centrafrique** vont durcir le ton. Il s'agit de sauver ce qui peut l'être alors que le pays, malgré un calme relatif, menace toujours de sombrer. La nouvelle cible des soldats de «**Sangaris**», comme des troupes africaines de la **Misca**, est les **Anti-Balaka**. «Nous ne tolérerons pas les actions de ces hors-la-loi et nous appliquerons les résolutions de l'ONU, si besoin par la force», a affirmé mercredi **Jean-Yves Le Drian**, le ministre français de la Défense, **lors d'une visite en Centrafrique**.

Ces milices anti-musulmanes ont profité de la chute du président Michel Djotodia, le 10 janvier, et du départ des rebelles de la Séléka, pour engager un **cycle de vengeances**, tuant et pillant les membres de la communauté islamique dans la capitale et dans toutes les régions ouest du pays. D'abord perçus comme des alliés peu dangereux dans la lutte contre les Séléka, les miliciens Anti-Balaka, curieux mélange d'anciens soldats de l'armée régulière et de petits voyous, sont devenus la menace numéro un. La présidente **Catherine Samba-Panza** a elle aussi changé d'approche. «Ce sont des criminels et ils doivent être traités comme tels», a-t-elle souligné. À Mbaïki, pour son premier

déplacement en province dans cette ville à une centaine de kilomètres de Bangui, la chef de l'État a expliqué en sango, la langue locale, que les Anti-Balaka sont les «ennemis» de la Centrafrique. «Ils avaient des patriotes qui se sont levés pour défendre le pays. Mais ils ont perdu leurs repères. Aujourd'hui, ils pillent, ils tuent, ils volent. Est-ce normal? J'ai demandé aux "Sangaris" et à la Misca de les traquer», a-t-elle martelé devant des habitants, un rien étonnés, eux qui n'hésitaient pas quelques minutes auparavant à acclamer le nom des Anti-Balaka.

L'objectif de ce changement de cap brutal est de tenter de mettre fin à l'épuration confessionnelle qui affecte l'ouest du pays. Mais sans doute est-il déjà trop tard. Traqués et lynchés, les musulmans du sud du pays et de la capitale ont déjà fui en masse. À Mbaïki, souvent citée en exemple pour le peu de violences qu'elle a connues, les musulmans sont partis. «Ils ont eu peur et ont préféré quitter», raconte Sallé Didio, deuxième adjoint au maire de Mbaïki. Selon lui, la communauté musulmane ne compterait plus que 50 personnes, contre 3 000 il y a un an. Berbérati, la seconde ville du pays, était mercredi le théâtre de meurtres et pillages au bilan encore incertain. Une compagnie de l'armée française faisait route mercredi après-midi vers Berbérati.

La plus grande crainte de Paris, comme des capitales africaines, est que cet exode forcé conduise à une partition de fait du pays et à un nouveau conflit. «Je réaffirme que c'est quelque chose que je n'accepterai pas. Nous ne céderons pas un pouce de la Centrafrique qui restera comme toujours un État uni et laïc», a martelé la présidente, signe que la menace est bien réelle. Jean-Yves Le Drian a pour sa part assuré que «la France et la communauté internationale s'opposeraient à toute partition». Reste qu'à plusieurs reprises, les responsables des Séléka ont fait allusion à une sécession.

À New York, au siège de l'ONU, la situation continue d'inquiéter. «Les violences confessionnelles modifient la structure démographique du pays», a alerté Ban Ki-moon, le secrétaire général de l'organisation, avant de demander à la France «d'envisager le déploiement de troupes supplémentaires». Un renfort que Paris ne semble pas pour l'instant souhaiter.